

7 novembre 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le cinquantième anniversaire de la Commission européenne et sur la construction européenne, à Bruxelles le 7 novembre 2008.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous dire combien je suis heureux d'être parmi vous. Heureux d'abord pour saluer l'anniversaire de la Commission. Parce que la Commission c'est un organisme qui dans sa forme, dans son esprit, comme dans son organisation n'existe nulle part ailleurs dans le monde.

Ce qui fait la force de la Commission européenne c'est justement de ne ressembler à aucun autre organisme existant. Et vous devez garder ce caractère hybride, qui loin d'être une faiblesse est une force. Vous n'êtes pas un organisme technique, car des techniciens n'ont d'autre ambition que d'appliquer à la lettre un traité. Vous êtes de ce point de vue en charge de la lettre mais aussi de l'esprit. Vous n'êtes pas que des politiques car vous n'êtes pas le Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernements ou le Parlement européen. Composé à l'évidence exclusivement de femmes et d'hommes politiques.

Chaque fois que la Commission assume son caractère multiple, elle est au rendez-vous des responsabilités que lui ont confié les "pères fondateurs" de cet organisme original.

Si la Commission se contente d'être un organisme uniquement technique, j'allais dire technocratique, elle n'a pas suffisamment de vision, elle n'a pas d'ambition, elle se caricature. Si la Commission se laisse aller à s'aventurer sur le terrain exclusivement politique, elle se trouve en concurrence avec le Conseil européen. Les deux institutions s'en trouveront alors affaiblies.

Cher José Manuel Barroso, toute la difficulté de la présidence, de l'animation d'un organisme comme la Commission c'est de chaque jour inventer sa propre plasticité en même temps que de se montrer vigilante sur la responsabilité première que sont la lettre et l'esprit des traités. Je suis si conscient de cette réalité et de l'apport exceptionnel de la Commission dans la construction européenne, qui assure en quelque sorte la permanence, qu'à peine élu président de la République, j'ai posé comme une priorité le travail en pleine confiance, main dans la main de la France et de la Commission européenne. Il était temps. On peut dire que cela ne fut pas toujours le cas. Chacun d'ailleurs de considérer qu'en France on défendait mieux les intérêts de la France en expliquant que toute la faute venait de la Commission. Jamais dans ma vie politique, je ne me suis laissé aller à cela, car je connais trop l'importance d'une commission dynamique, prenant des initiatives, réactive pour la construction européenne.

C'est pourquoi, pour moi, il était important d'être ici, aux côtés de José Manuel Barroso.

D'ailleurs, l'Europe ne peut fonctionner que si les principales institutions européennes travaillent main dans la main.

La Commission est plus forte lorsque la présidence du Conseil européen travaille de concert avec elle. La présidence du Conseil européen est plus forte quand elle peut s'appuyer sur la présidence de la Commission. Que serait d'ailleurs une présidence du Conseil ou une Commission sans le Parlement européen, dont nous n'avons rien à craindre et qu'il faut au contraire, à chaque minute, associer à la marche de nos deux autres institutions. Je le dis au président Poettering, le Parlement européen donne un exemple d'une démocratie apaisée. Comme il est agréable pour le

président de la Commission et pour le président du Conseil de pouvoir s'expliquer de longues heures avec les parlementaires de tous nos pays européens, qui n'appartiennent pas aux mêmes régions, qui n'ont pas la même identité, qui ne sont pas engagés politiquement dans le même sens.

Il semble que José Manuel entende parfois des critiques, je ne les entends pas. Il est vrai que moi je ne suis là que pour six mois et que peut-être avec le temps on ne les entend plus ?

Moi je pense que chacun, avec honnêteté, essaie d'apporter sa pierre à l'édifice. Je le dis devant le président de la Banque centrale européenne, nous avons besoin de travailler aussi ensemble. Je n'ai d'ailleurs jamais demandé autre chose. Jamais comme aujourd'hui l'Europe n'a eu tant besoin d'unité. Jamais l'Europe ne se fera entendre dans le concert mondial si elle n'est pas unie. Oui, j'ai pris l'initiative d'un autre Conseil européen extraordinaire. Certains trouvent que l'on se réunit trop. Moi je pense que l'on ne se réunit pas assez. Ce qui m'étonne c'est que l'on puisse s'étonner qu'avec la crise extraordinairement grave que nous connaissons aujourd'hui, on puisse s'étonner que l'on prenne la responsabilité avec José-Manuel, en présence du président du Parlement européen, pendant toute cette réunion, d'essayer d'écouter chacun pour aller au sommet de Washington avec une position commune. Il n'était que temps, il ne manquerait plus qu'avec toutes les difficultés financières et économiques que nous avons, on n'ait pas une position commune. Qui pourrait penser qu'alors que l'Europe est à 27 nous puissions simplement être représenté parce que 4 des nôtres et un peu plus et on en reparlera, seront de qualité au sommet de Washington. Qu'il me soit permis de dire après José-Manuel Barroso qu'une Europe unie a pu arrêter la guerre entre la Géorgie et la Russie. L'Europe unie a pu apporter une réponse à la crise financière sans que la BCE ne se trouve atteinte dans son indépendance. Nous avons été contents d'avoir une BCE active et je pense que le président de la BCE a été heureux de pouvoir compter sur un eurogroupe d'abord, et sur un ECOFIN ensuite actifs. L'Europe unie a aussi permis l'Union pour la Méditerranée, permettez-moi de vous le dire, que l'Europe a voulu et qui se trouve doté d'un secrétaire général adjoint israélien, au côté d'un secrétaire général adjoint palestinien. Qui pouvait penser que cela pourrait être possible sans l'Europe ? L'Europe a réalisé cela, simplement parce qu'elle était unie.

Alors il nous reste encore bien d'autres défis, Cher Hans-Geert et Cher José-Manuel. La politique économique... je sais, lors des anniversaires, il ne faut pas parler de ce qui fâche. Justement, ce qui fâche, c'est ce qui intéresse ! Et parfois ça peut intéresser les gens que l'on parle de sujets intéressants. On n'est pas condamné, sous prétexte que l'on est en Europe, à ne chercher que le plus petit dénominateur commun, s'étonnant après que les gens se détournent d'une Europe qui n'a plus d'ambition, qui n'aurait pas de vision, pas de caractère, pas de colonne vertébrale. Je maintiens face à la crise économique qui s'annonce, que la coordination de nos politiques économiques est une ardente obligation.

Il n'y a pas d'autre choix que de se comprendre, que de s'écouter, que de regarder les expériences réussies et d'essayer ensemble, sur ce continent où nous avons la paix, de préserver la croissance en nous coordonnant. Que cette coordination prenne la forme que chacun veut, mais qu'il y ait une coordination et que nous tirions les conséquences de la crise financière. Parce que nous avons été unis, nous avons, sans l'imposer, montré au monde quel était le chemin sur la sortie de crise. On n'était pas parti comme cela après le désastre du plan Paulson I. Je n'ai pas vu qu'il avait, le moins du monde, pu stabiliser une situation, et c'est tout à l'honneur d'ailleurs de nos amis américains d'avoir su avec réactivité faire un plan Paulson II dont j'ai l'impression qu'il était un peu inspiré de ce qui s'était passé en Europe. En Europe, nous avons été bien inspirés de travailler ensemble, les Britanniques, les Allemands, chacun des 27, pour apporter notre pierre à l'édifice. Tout n'est pas qu'un problème institutionnel, il y a un problème de volonté, un problème de vision aussi. Mais il faut savoir ce que l'on veut. Nous, ce que nous voulons, c'est une Europe qui pèse, c'est une Europe unie qui apporte des réponses parce que le monde est un monde multipolaire. Nous ne pouvons plus nous en remettre, quelle que soit notre amitié pour eux, aux choix d'une seule grande puissance. Je ne suis pas ici celui qui peut être suspect de ne pas aimer et de ne pas soutenir les Américains, quel que soit le président qu'ils

aient. Mais l'Europe doit compter et pour que l'Europe compte elle doit être unie. Unie entre nous, unie entre les institutions, unie dans son ambition et dans sa vision.

Au fond, et ce sera ma conclusion, être un bon Européen en 2008, c'est être un Européen qui a une ambition et qui a une vision. Vous avez parlé de Monet et il aurait 120 ans aujourd'hui. Mais Monnet, il a eu une grande ambition, quand il dirigeait la communauté européenne du charbon et de l'acier, de la transformer en Commission européenne. Quand on écoute ton discours José Manuel, cela paraît simple, mais enfin, ce n'était pas si évident que cela. Et celui qui était à la tête de la Commission européenne du Charbon et de l'Acier a eu l'invention, l'imagination, la vision de la transformer. On ne lui a pas dit à l'époque : "quel ambitieux, respectez le temps, respectez les procédures, n'allez pas trop vite, dormez tranquille, cela s'arrangera tout seul, pas trop de réunions...". Il a réalisé des choses. Non, toute ressemblance avec une situation qui existe aujourd'hui serait parfaitement déplacée !

Et quand de Gaulle et Adenauer ont posé la réconciliation franco-allemande dont aujourd'hui tout le monde parle, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont eu de l'ambition. Ils sont sortis des chemins battus. Ils ont inventé un nouveau modèle. Ils ont créé quelque chose. Quand Valéry Giscard d'Estaing a proposé l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, je me souviens des débats insensés en France. Est-ce que c'est un Parlement ? Est-ce que c'est une Assemblée ? Mais aujourd'hui, c'est une réalité. Quand Kohl et Mitterrand ont posé les fondamentaux de l'euro, eux aussi se sont inscrits d'une certaine façon en rupture avec les habitudes, avec les petites lâchetés, avec le manque d'ambition. Il y a eu un fameux référendum en France où il a été gagné, pas de beaucoup. Mais à chaque fois, tous ceux que vous célébrerez dans les années qui viennent ne sont pas ceux qui sont coulés dans le moule de la pensée unique ou des habitudes, ce sont ceux qui, à un moment donné, ont refusé la pensée unique, ont refusé les habitudes pour proposer à l'Europe une ambition qui aille plus loin. Ce qui a marché dans l'histoire de l'Europe, pourquoi cela ne marcherait pas aujourd'hui ? Ce qui a fait votre fierté d'aujourd'hui et ce que vous célébrez aujourd'hui, ce n'est pas des hommes d'habitude, ce sont des visionnaires. Alors pourquoi voudriez-vous, pourquoi voudrions-nous, accepterions-nous que la vision ait fait la grandeur de l'Europe dans le passé et que l'habitude fasse le quotidien de l'Europe aujourd'hui ? Alors cela, permettez-moi de vous dire : jamais je ne pourrai l'accepter tout simplement parce que l'idéal européen, c'est l'idéal de ma vie.

Je vous remercie.